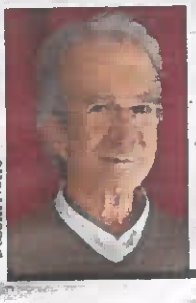

Dessin Nono

Clin d'œil

RENÉ PEREZ

400 milliards qui marchent à l'ombre

● Bruno Le Maire est-il parti planquer 400 milliards d'euros en Suisse avec la complicité d'Emmanuel Macron ? À lire certains éditorialistes ou opposants politiques, les deux hommes ont mis les finances publiques dans le rouge écarlate sans qu'on comprenne ce qu'ils ont fait d'une grande partie de ces fameux « 1 000 milliards ». C'est le déficit de nos finances publiques depuis 2017, devenu le sujet de débats animés.

Il est explicable, en grande partie, par les deux calamités qui nous sont tombées dessus : la crise covid et les soutiens à l'économie en péril et la guerre d'Ukraine avec des boucliers en tout genre et d'énormes pertes de recettes imputables à l'explosion des taux d'intérêt. Du jamais vu depuis la guerre. Si on cumule avec des acquisitions d'actifs par l'État, comme les 17 milliards pour la prise de contrôle d'EDF, on dépasse les 500 milliards.

Mais où sont donc les autres 400 milliards et quelques, qui semblent marcher à l'ombre ? La réponse, c'est Jean-Pascal Beaufret qui l'avance. Il n'est ni politique, ni économiste, juste l'ex-directeur général des impôts. Nul n'est mieux placé que lui pour lire dans l'épais maquis de la comptabilité publique. Et à quel constat abrupt parvient-il ? Ces 400 milliards sont imputables aux retraites. Tel quel ! Car, rappelle-t-il, les cotisations que nous payons tous ne couvrent que partiellement le montant total des retraites versées. Le complément vient des contributions d'équilibre, apportées par l'État mais aussi les collectivités locales et les hôpitaux pour leur personnel. Et avec les courbes démographiques actuelles, ces contributions ont explosé. Selon Jean-Pascal Beaufret, cela représente environ 70 milliards, pas moins, sur le dernier exercice.

> « Les contributions d'équilibre pour les retraites ont coûté aux finances publiques, sur six ans, presqu'autant que la crise covid et la guerre d'Ukraine réunies. »

Sur l'ensemble de l'ère macronienne, l'État a ainsi apporté plus de 400 milliards d'euros de subventions d'équilibre, compris dans ces 1 000 milliards qui font tant couler d'encre. Autrement dit, ces contributions pour les retraites ont coûté aux finances publiques, sur six ans, presqu'autant que la crise covid et la guerre d'Ukraine réunies. Conclusion : les retraites coûtent beaucoup plus qu'on ne le dit. Follement plus. Mais les cotisations, d'un côté, et les subventions État-collectivités-hôpitaux, de l'autre, sont présentées dans un système de comptabilité publique si éclaté et si peu transparent qu'il ne fait pas ressortir un résultat consolidé, autrement dit le coût réel global des retraites. Et personne ne semble pressé de réclamer plus de transparence et de rigueur statistique, par crainte de se mettre à dos 17 millions de Français, tant les retraites sont à la fois un tabou et un totem.

Il ne faut donc pas dire qu'aucun autre pays n'a un système aussi baroque, avec ces régimes spéciaux qui permettent de partir à la retraite, encore à la force de l'âge, sur le dos de la collectivité. Il ne faut pas dire que chez nos fonctionnaires, il y a si peu de différence entre le revenu d'activité et la pension de retraite que tout le monde n'a qu'une hâte, c'est de mettre les pouces. Il ne faut pas dire que le niveau des plus grosses retraites, calculées en d'autres temps, est trop élevé pour les disponibilités financières actuelles et que les retraités aisés devraient donc contribuer plus. Et il ne faut pas dire qu'on est chez les cingiés avec ces projets de rabaisser l'âge de la retraite, à l'inverse de tous nos voisins européens, en prétendant que nos caisses de retraite sont équilibrées alors qu'on puise actuellement 70 milliards par an dans celles de l'État pour boucher le trou. 70 milliards pour atteindre l'équilibre, soit plus que le budget de l'Éducation nationale !

À ce tarif-là, ce n'est plus de l'équilibrisme, c'est de la gymnastique acrobatique.

L'œil de Nono